

Editorial

Les leçons de la coupe du monde de football

Outre ses enseignements sportifs, la récente coupe du monde de football permet de saisissantes comparaisons avec l'actualité politique et économique.

Parmi les onze joueurs qui faisaient face à des Espagnols qu'on disait irrésistibles, il y avait deux Africains, un Turc, un Kosovar, deux Italiens et un Espagnol. Tous étaient évidemment naturalisés et portaient fièrement la croix suisse sur leur maillot. Mais quel symbole: sept des joueurs de l'équipe nationale qui ont été alignés lors du premier match de la coupe du monde sont issus de l'immigration, ce qui montre que l'intégration peut être parfaitement réussie. Une victoire étriquée par un but à zéro mais une victoire tout de même face à une équipe qui est devenue championne du monde.

Deuxième point à souligner: la défense suisse a été une des meilleures (elle a d'ailleurs battu un record d'invincibilité en ne recevant pas de but pendant 559 minutes) mais l'attaque s'est montrée peu inspirée et a fait preuve d'une affligeante stérilité. C'est malheureusement l'image de la Suisse: un pays acculé à se protéger et à s'expliquer mais incapable de passer à l'offensive lorsqu'il s'agit de l'affaire libyenne, du bonus des banquiers ou encore de la lutte contre le CO₂.

Cette fête du football a aussi montré que le sport était complètement corrompu par l'argent. Certaines vedettes ont présenté un spectacle indigne des dizaines de millions de francs qu'elles touchent chaque année. Et que dire de l'équipe de France qui, à l'image du gouvernement de ce pays, est en pleine déliquescence?

Mais, ce qui est le plus choquant, c'est de savoir que le gouvernement sud-africain a dépensé plusieurs milliards de francs pour organiser cet événement planétaire et que ceux qui ont travaillé pour construire les stades et les routes d'accès ont été exploités. Plus de 40% des Noirs de ce pays vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La Fédération internationale de football (Fifa), elle, s'en est mise plein les poches et ses dirigeants (à commencer par son président suisse) ont mené un train de vie de nabab. Le football est un sport qui fait encore rêver mais il doit absolument se régénérer en luttant contre ses excès.

Sonate en fa mineur

Lointaines mais dans la brume
des signes, longs doigts du destin
flottant sur l'horizon
monte l'Image d'un soleil

Brisé à toutes les souffrances
pâle emblème d'un monde, où
rien n'est si tranché
que l'Image du soleil même

Pierre Katz
(se trouvait à l'âge de 3 ans dans le
camp de Bergen-Belsen)

Mousse Boulanger et Rémy Cosandey

Le néocapitalisme, une dérive de notre civilisation

Les prophètes du néolibéralisme se sont réunis, pour la première fois, à Paris en 1936. Ils se donnaient pour mission de lutter contre les totalitarismes de Rome, de Berlin et de Moscou. La guerre terminée, ils n'ont pas baissé les bras et c'est même au Mont-Pélerin, en-dessus de Vevey, là où Mme Bettencourt vient cacher une partie de ses millions, qu'ils ont repris leur «combat». Autour de Milton Friedmann, futur prix Nobel d'économie, s'est développée l'école de Chicago, laquelle a fait de trop nombreux petits dans le monde entier. En Suisse, Saint-Gall, mais bien d'autres universités encore se sont mises à faire l'apologie de la jungle.

La période de reconstruction d'après-guerre n'a pas été favorable à leurs théories. Comme pendant le conflit, les Etats avaient besoin de toutes les forces, car les bras et les têtes avaient été décimés. Les cartels étasuniens interdits à la fin des années 40 se sont transformés en holdings et les holdings en multinationales. Pendant cette trentaine d'années, la répartition des fruits du travail s'est faite relativement équitablement entre le capital et le travail. La menace que représentait le communisme et l'URSS, deuxième puissance du monde, étaient prises

au sérieux. Les oligarchies financières n'eurent de cesse, par une propagande radiophonique et télévisuelle dirigée vers l'Est, de faire tomber «la bête immonde». Ajoutons que les cadres qui succédèrent à Staline ne firent pas mieux que lui pour rendre acceptable leur régime.

Avant même la chute de l'URSS, le monde anglo-saxon s'engage, de manière brutale, dans la remise en question des valeurs qui nous permettent d'appeler les années 50 à 70, les Trente Glorieuses. Reagan et Thatcher mettent en pratique le néocapitalisme, que l'on appelle à tort, le néolibéralisme. Milton Friedmann, officiellement conseiller économique de Reagan, met en pratique les nouvelles règles économiques. Préconisées par des centaines de «groupes de recherche, de réflexion et de formation» accrochés à la plupart des universités du monde, grassement financés par les multinationales, ces nouvelles règles conduisent à les effacer toutes.

Les objectifs sont clairs: bloquer les revenus du travail, permettre une rentabilité du capital de 20 à 30%, enlever aux Etats la capacité de contrôler l'économie, casser les frontières et faire du monde un seul et immense

marché sans aucune entrave légale, privatiser toute l'activité humaine en supprimant les services publics. La propagande systématique dirigée vers les pays de l'Est n'épargne pas nos pays occidentaux. Elle répète jusqu'à la nausée l'inefficacité des services publics, l'incapacité des Etats de faire le bonheur des peuples, qu'ils soient de gauche ou de droite, la nonchalance des fonctionnaires, leur capacité de nuisance, les freins qu'ils mettent à la libre entreprise et en contrepoint, la capacité des entreprises privées à fournir des services meilleur marché et de meilleure qualité. Ces mensonges nous sont encore servis à satiété.

Il y a cependant un grain de sable qui vient se glisser dans tout ce charabia. Les peuples se rendent compte que tout ce qui a récemment été privatisé ne fonctionne pas bien et devient si cher que les gens ne peuvent plus se permettre des services de première nécessité. La société des gagnants qui nous est promise devient une société où les assistés augmentent de façon exponentielle, même dans les pays les plus riches. Les pays qui étaient épargnés par la corruption, comme la Suisse, dégingolent dans le tableau établi par Transparency International. Les banques, que l'on soupçonnait bien de cacher des milliards au fisc, sont prises la main dans le sac, comme un gamin voleur de pommes. Le chômage s'étend. Les maladies éradiquées réapparaissent comme la tuberculose. Les Etats et les cantons se font une lutte acharnée pour attirer les bons contribuables, en niant le principe, admis depuis cent ans, de l'impôt progressif. Depuis des années, les salaires stagnent alors que les grandes fortunes atteignent un gigantisme tel que plus personne n'est capable d'imaginer ce qu'elles représentent. Ces fortunes sont tellement inutiles qu'elles ne servent plus qu'à alimenter une spéculation effrénée, laquelle profitant des nouveaux moyens de communication ne s'arrête jamais, puisque, dès que les bourses étasuniennes se ferment, c'est Tokyo qui ouvre. L'espérance de vie diminue. La Russie en fait l'amère expérience. Depuis trente ans, les banques refusent toutes règles établies par les parlements, alors que tous les autres secteurs de l'économie doivent s'y plier.

Outre les membres du comité rédactionnel, neuf autres personnes ont permis d'enrichir ce forum. Il s'agit de:

- Pierre Aguet, ancien conseiller national socialiste, ancien municipal de Vevey
- Marianne Huguenin, médecin, syndique de Renens, ancienne conseillère nationale
- Jean-Pierre Graber, Dr ès sciences politiques, directeur de l'Ecole de commerce de La Neuveville, conseiller national UDC
- Zachée Betché, Dr en philosophie, pasteur à La Chaux-de-Fonds
- Roger Cosandey, président de Forum Handicap Vaud, Lausanne
- Hans-Peter Renk, militant de SolidaritéS, Neuchâtel
- Jean-Claude Huot, secrétaire romand d'Action de Carême, Lausanne
- Philippe Lager, enseignant retraité, ancien président du Conseil général de La Chaux-de-Fonds.
- Janine Massard, écrivaine, Pully

Nous aurions souhaité avoir une contribution d'un représentant du PLR et du PDC. Malheureusement, les personnes sollicitées ne nous ont pas répondu.

Il est bien évident que les auteurs des articles écrivent à titre personnel et expriment leurs propres convictions. Les citations émanent de la rédaction.

Petite devinette: quel est le point commun entre Marianne Huguenin, Jean-Pierre Graber, Roger Cosandey, Hans-Peter Renk et Jean-Claude Huot? Réponse à la page 9.

suite en page 3

Elles nous opposent, en Suisse, la «convention de diligence» dont on a bien apprécié l'efficacité ces trois dernières années. La presse n'exerce plus son rôle, contrôlée qu'elle est par les puissances de l'argent. Sa concentration «diminue le courage» des journalistes d'investigation. Ils ont pratiquement disparus. Le parlement, dont les partis majoritaires et bourgeois sont achetés par ces groupes qui ne savent plus que faire de leurs milliards, se couche devant les intérêts des banques publiquement reconnues comme délinquantes. Il décide, de plus, que le peuple ne pourra pas exercer son droit de référendum sur ses décisions crapuleuses.

Le néo-capitalisme est une dérive de notre civilisation. Si le monde va si mal, en ce 21^e siècle, on l'explique à chaque fois par la cupidité des puissants groupes financiers qui influencent toutes les décisions. Et ces groupes sont plus importants, par leurs chiffres d'affaires et leur implantation mondiale, que la plupart des États eux-mêmes. Le sauvetage des banques américaines est analysé, dans le dernier film de Michael Moore, comme un véritable coup d'état. Le sauvetage de l'UBS en Suisse, après ce que nous en a dit la commission de gestion du CN, peut également être qualifié de coup d'état.

Le tout au pétrole avec l'abandon de beaucoup d'autres énergies depuis 50 ans et son influence détestable sur le climat et les catastrophes dites naturelles est encore le fait du néo-capitalisme. La paralysie des États en face de ces choix mauvais, depuis si longtemps dénoncés, c'est encore lui. Le développement de la dette publique et privée est la conséquence directe du gel des salaires. Il fallait éviter l'explosion sociale. Le contrôle des semences par le développement des OGM, l'acaparement de la biodiversité et les brevets déposés sur le vivant s'inscrivent dans la même logique de l'acaparement, à des fins de profits illimités, pour les grands groupes financiers.

Le billet d'Henri Jaccottet

A propos de l'affaire UBS

De 1848 à la fin du XIX^e siècle, les radicaux ont gouverné la Suisse. L'État, aussi bien au niveau fédéral que cantonal, pouvait être appelé à arbitrer des différends pour ceux qui souhaitaient éviter de recourir aux tribunaux. Depuis lors, devenu propriétaire de beaucoup de «moyens de production», l'État ne put plus jouer ce rôle d'arbitre... Depuis un siècle, donc, cette façon de procéder n'existe plus dans notre pays. Aux USA, les tribunaux jugés trop onéreux pour les adversaires en présence et pour l'État, la coutume des «arrangements» a pris de plus en plus d'importance; le perdant achète en quelque sorte sa liberté au prix fixé par la transaction.

Surgissent les questions:

1. lors d'un jeu, peut-on considérer celui qui perd comme coupable? La réponse est non; par exemple, on ne peut accuser Federer parce qu'il a perdu son dernier match à Paris cette année! Mais il y a les tricheurs, les cas de matchs de football truqués deviennent fréquents et les responsables doivent être sanctionnés.
2. en matière d'économie, les gérants de fortune, par métier, jouent à la bourse. Les actionnaires qu'ils représentent sont-ils toujours en droit de les traîner devant le juge? La réponse est non, bien sûr, mais, il y a des mais...
 - a. le gérant peut s'être trompé de bonne foi et, dans ce cas s'estimera «responsable, mais non coupable» dès lors qu'il peut prouver sa bonne foi. Est-ce si facile? S'il y parvient, il échappe au pénal, mais, au civil, et cela dépend de son contrat, il devra peut-être s'acquitter de dédommagements aux victimes de ses agissements, de sa poche ou de celle de l'État ou de la banque si ces derniers sont tenus de couvrir la responsabilité de leurs employés.
 - b. les gérants prennent inévitablement des risques; aux uns, cela réussit, à d'autres pas; pour ceux-là où s'arrête leur responsabilité et où commence la fatalité du jeu?

Aussi bien dans le cas a) que dans le cas b), qui peut trancher et quoi faire? Bien malin celui qui répondra! Dans l'affaire UBS, cependant, nous aimerions bien savoir la vérité! Je crains bien que nous ne soyons déçus, car la vérité, elle, se cache... au plus profond de son puits!

Ils n'ont aucune limite. Olof Palme, qui voulait revivifier l'idéal social-démocrate et visait la reprise progressive des moyens de production par les travailleurs suédois, a disparu sans que l'on ne retrouve jamais son assassin. Les frères Kennedy défendaient un idéal de justice. Ils ont été abattus devant les caméras du monde entier... Et Patrice Lumumba en 1961, et Salvador Allende en 1973 et tous les autres?

Et la dérive des sports qui ne sont plus que spectacles, ventes et achats de sportifs... Et les réponses, à l'envers de l'intérêt général, si souvent données aux problèmes posés par les crises économiques: on diminue les salaires et les rentes justement quand il faut relancer la machine... Et la justice qui ne fonctionne pas à satisfaction... Et les multiples moyens techniques et légaux mis en œuvre pour cacher des capitaux gigantesques aux fiscaux des États... Autant de réalités connues de tous, mais devant lesquelles nous restons sans projet.

Nous accusons, mais qui propose des alternatives? Les expériences communistes ont été déconsidérées parce que trop liberticides. Les expériences sociales-démocrates des pays scandinaves tiennent assez bien la route alors que tant d'autres ont donné la main aux privatisations et autres dérapages. Quelques expériences étonnantes en Amérique latine nous donnent quelques espoirs, mais l'aigle de l'oncle Sam, qui n'en est pas à son premier sale coup, depuis longtemps, affûte ses serres. Les peuples baissent la tête. Les Jaurès sont tout au fond de leurs tombeaux.

Pierre Aguet

Une dérive ou un aboutissement logique du capitalisme?

Et s'il n'y avait pas de dérive? Si le néolibéralisme était juste ce qu'il est, soit le stade suprême du capitalisme?

Des souvenirs très précis ont sans aucun doute marqué le début de ma vie politique, dans les Montagnes neuchâtelaises. Et ont orienté, d'une manière indélébile je crois, ma conception du monde.

Le début des années 70 au Locle a vu les premières fermetures d'entreprises, annonçant l'arrivée d'un chômage qui allait rester permanent, marquant aussi le déclin des habitants du haut du canton. Le groupe POP du Conseil général avait voulu, avec une résolution, marquer son inquiétude et sa désapprobation. Il lui avait été rétorqué que la politique n'avait pas à se mêler de l'économie... Pourtant, essentiellement, cette résolution ne faisait que cruellement mettre en évidence l'impuissance de la politique; elle dénonçait, condamnait... mais sans pouvoir aucunement au niveau local influencer sur l'évènement lui-même. Je me souviens également, à la même époque, d'un directeur d'une entreprise locale rachetée par de plus puissants, et de ses propos désabusés à Frédéric Blaser, son pourtant vieil ennemi popiste: «Si j'avais su que c'était ça, la concentration capitaliste...».

Le néolibéralisme? C'est tout simplement l'évolution naturelle d'un système qui a fait de la propriété privée des moyens de production, de la concurrence, de l'efficacité économique, de la plus-value, le fondement même de la société désirée et finalement sa seule religion. Bien sûr, nous sommes actuellement à un stade où ce système s'emballé: sa puissance, la force des mécanismes économiques ainsi créés est d'une logique implacable: la recherche d'un profit maximum à court terme mène l'ensemble de notre société droit dans le mur. La concentration des grands moyens de production dans quelques mains, de plus en plus restreintes, la prédominance du capital financier sur le capital industriel – le fait qu'il est simplement plus rentable de spéculer que d'investir pour créer des marchandises

ou des emplois – sont des traits marquants de l'évolution d'un système capitaliste laissé à lui-même...

Ce qui me gêne, au fond, dans cette notion de «dérive du néolibéralisme», c'est le fait qu'on s'économise le nécessaire détour critique sur la notion de capitalisme elle-même. Elle s'évite

Dans le journal des lecteurs de *Marianne*, Nicolas Nebot, de Frontignan, s'exprime ainsi: «J'ai espoir que des voix se fassent entendre et nous expliquent que le néolibéralisme n'est pas une fatalité, qu'une alternative saine et équitable est possible, que le repli sur soi et le vote extrême ne sont pas des solutions.»

ainsi la critique de savoir pourquoi nous nous retrouvons dans un système où ce sont l'économie et ses valeurs qui priment, et non la politique. Pourquoi la concurrence prime sur la solidarité. Pourquoi les plus riches deviennent toujours plus riches. Pourquoi c'est la croissance en soi qui devient le paradigme de la soi-disant santé de notre société, et non le sens de cette croissance, son usage au service de tous, la façon dont elle est répartie, les besoins auxquels elle répond. Pourquoi nous nous retrouvons, pour reprendre l'expression de Marcel Gachet (L'avènement de la démocratie) dans «des démocraties sans pouvoir».

«L'économie ne s'est pas installée toute seule au poste de commandement» rappelaient-il. C'est bien là un choix politique. C'est même très précisément celui du libéralisme: laisser faire l'économie, vue comme «bonne» parce que créatrice de richesses, et réduire l'Etat, vu comme «mauvais», voire nuisible, au strict nécessaire. Si le capitalisme a été une machine à créer des richesses efficaces, il a par contre failli quant à la répartition de ces richesses. En cinquante ans, l'écart entre le salaire d'un

ouvrier et celui d'un cadre dirigeant aux USA a passé de 1 à 35 à 1 à 180. Et le plus grand scandale, ce n'est finalement pas le revenu annuel moyen d'un Vasella ou autres, mais c'est que ceux-ci trouvent cela normal et juste...

Le capitalisme et le marché laissé à lui-même ont aussi failli quant à l'orientation de la production de ses richesses: se concentrant sur le plus facile, le plus rentable à court terme, flattant les besoins les plus mercantiles, et sans le contrepois d'une volonté politique claire. Nous en arrivons, dit un peu crûment, à foutre en l'air le monde pour produire des bêtises, des marchandises inutiles et gadgets, sans assurer un développement réel. A diffuser dans le monde entier des téléphones portables, des portables et des jouets en plastique, avant d'avoir assuré l'eau courante, des sanitaires et des écoles... Tel est le résultat d'un système qui privilégie le consommateur et non le citoyen.

Il nous faut donc réhabiliter l'Etat. Dans sa fonction redistributrice, dans sa fonction garante des services publics de base. Une remarque m'a récemment marquée, celle d'une jeune femme venant du fond de la Turquie, lors d'un entretien avant sa naturalisation: «Je suis contente d'être Suisse, parce qu'ici on paie des impôts». A l'heure où un grand hebdomadaire romand qui se veut branché et responsable consacre rituellement un numéro spécial annuel sur le thème de «comment payer moins d'impôts», vous avouerez que c'était frappant! A ma demande de préciser sa pensée, elle m'avait répondu: «Ici, je paie des impôts, et on a des écoles, des hôpitaux, une police. Chez nous, il n'y a rien de tout cela».

Il nous faut donc remettre la politique au centre, et l'économie à sa place, au service du et de la politique, au service de l'humain. Seule une société qui se préoccupe de l'ensemble des humains, y compris des plus faibles, est une société capable à terme de limiter les violences et la guerre, donc de garantir la survie de l'humanité.

Marianne Huguenin

Vivons-nous véritablement à l'ère de l'ultralibéralisme?

En Suisse et en Europe, la plupart de nos contemporains proclament que nous sommes entrés dans l'ère de l'ultralibéralisme, de la désolidarisation et du démantèlement de l'Etat social, causes fondamentales de tous nos maux. En est-il véritablement ainsi?

Deux grands indicateurs, imparfaits mais révélateurs, rendent compte du degré de libéralisme d'un pays: le taux des prélèvements obligatoires et l'inflation législative.

Augmentée des contributions obligatoires que nous payons aux caisses-maladie et à la prévoyance professionnelle, la part du Produit intérieur brut (PIB) prélevée par l'Etat et les assurances a passé de 37% en 1995 à 41% en 2008. Sur cinq francs que nous gagnons, nous en cédon's plus de deux à l'Etat – au sens large – pour financer ses tâches, les infrastructures collectives et la redistribution de la richesse nationale. Entre 1970 et 2008, les dépenses publiques ont crû de 23,7% à 37,6% du PIB, les seules dépenses sociales de 6,5% à 15,7% du PIB! Le revenu disponible des ménages, à savoir le revenu global des ménages une fois qu'ils ont payé leurs impôts et leurs cotisations sociales à l'Etat et reçu de lui ses prestations sociales, ne représentait plus que 70% du revenu mensuel brut en 2007 contre encore 75% en 2000!

On observe une évolution semblable à l'étranger. Derrière ces chiffres se cachent toujours des êtres humains, des situations concrètes, des souffrances, des peurs et des frustrations. Mais les données susmentionnées témoignent de l'emprise croissante de l'Etat sur la société et du rétrécissement de la libre affectation des revenus personnels.

Cette réalité est amplifiée par la multiplication des dispositions légales contraignantes. La densité législative augmente. Plusieurs nouvelles lois représentent une mise sous tutelle grandissante et subtile des personnes. Elles tendent à prescrire aux individus des comportements naguère laissés à leur libre appréciation.

Le concordat HarmoS impose aux parents de scolariser leurs enfants de quatre ans alors qu'il aurait fallu se borner à leur offrir cette possibilité sans les y obliger. Dans quelques années, nos véhicules seront équipés d'un mouchard qui enregistrera par le détail nos déplacements. De nouvelles caméras de surveillance sont installées chaque jour. Ces mesures inquiétantes constituent un empiètement dangereux sur la sphère privée.

Ces tendances profondes montrent qu'à l'aune de l'emprise de l'Etat sur la société et à celle de l'étendue de la solidarité contrainte par le biais des assurances sociales, nous ne vivons pas du tout à l'ère de l'ultralibéralisme. De ce point de vue, le libéralisme est en régression et non pas en expansion.

Toutefois, la problématique de l'ultralibéralisme est ambiguë, complexe, paradoxale aussi. Quatre grands phénomènes témoignent apparemment mais aussi réellement d'une libéralisation accrue du monde occidental

et s'inscrivent en opposition à l'extension de l'Etat.

Premièrement, dans le domaine sociétal, les avancées vers l'ultralibéralisme sont incontestables. L'assistance au suicide ou l'adoption d'enfants par les couples homosexuels auraient suscité de larges et profondes résistances il y a peu. Ces réalités sont aujourd'hui entrées dans les mœurs.

Deuxièmement, on assiste – symboliquement depuis l'ère thatchérienne en Grande-Bretagne – à une vague de privatisations totales ou partielles. Dans de nombreux pays, l'électricité, le gaz, les postes, les télécommunications et bien d'autres services publics ont été dénationalisés ou sont en passe de l'être. Souvent, les entreprises concernées déploient leurs activités sur la base de mandats de prestations étatiques. Cette évolution, à certains égards regrettable, a été rendue nécessaire par des rigidités paralysantes. Elle a parfois conduit à une réduction de l'offre et à d'inévitables licenciements mal perçus par une partie de la population.

Troisièmement, l'irréversible mondialisation implique une libre circulation croissante des personnes, des marchandises, des capitaux et des services. Les activités humaines sont organisées de manière sans cesse plus transnationale. Les frontières s'effritent de jour en jour et protègent de moins en moins. Dans l'esprit du public, les effets de la mondialisation sont assimilés à des fruits de l'ultralibéralisme, à la fois opportunément et inopportunément.

Quatrièmement, la problématique de l'ultralibéralisme est opacifiée par les avancées délétères du capitalisme spéculatif. Ce capitalisme-là, très éloigné de l'impératif du bien commun, est de nature à déstabiliser l'économie dans son ensemble, comme l'a montré la crise financière de 2008. Dans l'esprit des peuples, le capitalisme spéculatif est réductible à l'ultralibéralisme, il en forme même la quintessence. Il faudrait davantage y voir un effet de l'effondrement du sens des responsabilités et d'un cynisme ambiant qui croît à mesure que s'affaiblit la foi dans le sens de la vie.

Nos sociétés sont simultanément ultralibérales et toujours plus dominées par l'Etat. Mais elles ne sont pas toujours ultralibérales là où on le pense. Par ailleurs, on qualifie parfois d'ultralibéralisme des phénomènes qui, telle la mondialisation, recouvrent d'autres réalités.

Sous peine de disparaître, les démocraties libérales doivent absolument redéfinir le libéralisme, percevoir mieux qu'aujourd'hui ce qu'il est bon d'encadrer, voire d'interdire et ce qu'il est opportun de laisser à la libre appréciation des personnes et des entreprises. La préservation de la dignité humaine requiert que nous demeurions fermement attachés aux expressions de la liberté de conscience et que nous endiguions clairement les débordements trop fréquents de la détestable liberté pulsionnelle.

Jean-Pierre Graber

L'Afrique dans la tourmente du néolibéralisme

L'expression «néolibéralisme économique» cristallise au premier abord une association de la nouveauté et de la liberté du point de vue économique. De cette liberté d'entreprendre correspond un internationalisme qu'on aime faire agiter pour vanter la mobilité des individus et des biens les plus divers, le capital notamment. Ce premier regard va jusqu'à faire rêver que nous entrons dans l'ère d'un nouvel humanisme. Passé cette vision débordante de lyrisme et de naïveté, on découvre avec stupeur que le néolibéralisme se nourrit du travail des «sans espoirs» (W. Benjamin) de tous horizons. Il incarne un fondamentalisme économique qui croit à l'autocorrection des marchés alors que les retombées ne profitent de manière disproportionnée qu'aux plus riches. Pire, aujourd'hui, la mobilité, lorsqu'il s'agit des hommes, ne concerne que très peu d'Africains alors qu'au nom de l'ultralibéralisme les capitaux migrent plus facilement.

L'Afrique, continent qui concentre les pays les plus pauvres du monde, n'est pas étrangère aux problématiques économiques actuelles. L'ampleur et la vigueur incontestables du système néolibéral y sont ostensiblement perceptibles. L'alignement forcé des pays africains sur la nouvelle segmentation idéologique économique a cependant ses réalités même si le phénomène est mondialement dominant. Une des particularités de ce système économique en Afrique c'est l'absence très prononcée de lisibilité de la liste des décideurs. Ils peuvent être transnationaux, mobiles dans l'espace et le temps, etc.

A titre d'exemple, une entreprise sud-africaine s'installe au Cameroun mais les capitaux sont américains. Elle exploite un secteur crucial de l'économie naguère national ou de souveraineté, suscite une inflation en imposant des prix de services pharaoniques aux contribuables et par dessus tout, la police

veille. L'Etat ne garantit pas le partage des richesses mais brandit le potentiel répressif qui explique que la contestation populaire soit ainsi bien verrouillée.

Imaginez un pays au sein duquel l'Etat ne joue plus son rôle de régulateur des échanges économiques. Au Cameroun, même les secteurs clés comme l'eau, l'électricité ou le transport sont abandonnés aux mains des entreprises non-étatiques étrangères au mépris des investisseurs locaux dépouillés de leurs privilèges et leur liberté d'entreprendre. L'ordre économique intérieur est déconstruit au profit d'une souveraineté offshore qui impose une classe dirigeante pour la plupart de temps impopulaire et extravertie. Cette annihilation du projet économique autonome des nationaux africains génère un sentiment de frustration qui ne parvient pas pour l'instant à se traduire en de véritables révoltes.

«Si l'on n'a pas une bonne démocratie, il y a une mauvaise légitimité des décisions et quand la croissance diminue les risques de remise en cause de la solidarité sont considérable.»

Erik Orsonna

Force est alors de constater que l'Etat en Afrique, après la période dite de l'indépendance, fait les frais d'un néocolonialisme abject tourné vers une économie qui ne profite pas à sa population. De temps en temps, les pays sont mis sous «perfusion» pour la survie (?). Mais qui ignore que l'aide tue l'Afrique? L'Etat, toutes proportions gardées, connaît une sinistrose à peine voilée. Pire, il dépérit dans une geôle à ciel ouvert.

Makhtar Diouf souligne que *«L'Etat africain est dorénavant mis sous surveillance, après avoir été en partie désresponsabilisé comme interlocu-*

*teur traditionnel et exclusif, au profit de nouveaux acteurs.»*¹

Il existe pourtant dans les lieux de discussions où les voix des Etats devraient être entendues. Mais l'Organisation Mondiale du Commerce, par exemple, est beaucoup plus un monologue Nord-Nord qu'une coopération Nord-Sud. Bien sûr qu'il y a aujourd'hui l'Orient, mais l'Occident établit les règles du jeu, instaure le mode du débat suivant ses critères exclusifs et le clôture à son avantage. Là encore, ce ne sont pas les plus démunis de l'Occident qui en profitent. Et d'ailleurs, comme le «prophétise» Jacques Attali: *«L'Afrique de demain ne ressemblera [...] pas à l'Occident d'aujourd'hui; c'est bien plutôt l'Occident de demain qui ressemblera à l'Afrique d'aujourd'hui»*².

Les solutions pour sauver les économies africaines entraînent avec elles leurs vagues de mensonges et de contradictions. Le bilan catastrophique du PAS (Plan d'Ajustement Structurel) imposé par les bureaucrates de Bretton Woods illustre bien cette imposture économique. La monnaie (Franc CFA) en cours dans la plupart des pays francophones d'Afrique est pressentie comme une monnaie d'occupation, créatrice d'une pauvreté structurelle même s'il ne faut pas se leurrer que le changement de monnaie est une révolution difficile, contraignante à de niveaux différents. Ses pièges se complexifient. Peut-être que le néolibéralisme décidera, au moment qu'il aura fixé, de la dévaluation tant murmurée dans les chaumières.

Certes, aujourd'hui, l'essor économique de l'Afrique du Sud, sa géopolitique dans le monde, etc. font d'elle une certaine fierté africaine. Cependant, le pays inquiète par son expansionnisme sous-régional dont l'«agressivité» et l'extraversion économiques commencent à embarrasser une certaine opinion. L'avenir économique africain est-il hypothéqué pour autant? Bernard Founou-Tchuigoua constate que *«La mondialisation néolibérale doit être*

¹ Afrique. Exclusion programmée ou renaissance, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 37.

² Une brève histoire de l'avenir, Fayard, Paris, 2006, p. 197.

considérée comme un projet de société dont le maintien des inégalités internes et la polarisation Nord-Sud sont des composantes et non des effets pervers.»³.

Cette note pessimiste accorde une superpuissance au néolibéralisme bien qu'elle décrive la réalité vraie du moment. Devons-nous pour autant abdiquer devant une telle inhumanité qui nourrit le statu quo et exacerbe l'impuissance des plus faibles? L'ultralibéralisme se moque de l'urgence sociale. La paupérisation du monde rural via la libéralisation des chemins de fer, au Cameroun ou au Mali, le bouleversement du monde rural avec, entre autres cultures, une riziculture flouée par la restructuration néolibérale – par des entreprises chinoises notamment – nous poussent à travailler sur le sens d'une existence humaine tout simplement. Où allons-nous avec toutes ces ri-

chesses concentrées entre les mains d'une minorité alors que l'immense majorité des hommes manque de l'essentiel? Il faudra sans doute repenser l'architecture économique mondiale actuelle en dénonçant cette intrusion dysfonctionnelle via des chaînes de solidarité plus larges et plus agissantes. C'est le rôle dévolu à tout être ou communauté soucieux de sens.

A quoi sert l'ultralibéralisme en Afrique? Nous constatons une fausse bienfaisance du système ultralibéral même si nombre de gens ont accès à la téléphonie mobile ou que des buildings et duplex sortent de terre comme des champignons sans pour autant être habités par la suite. Et si c'était l'arbre qui cachait la forêt? Où en sommes-nous avec les structures hospitalières ou scolaires d'envergure? les PME locales ou les routes de qualité? les emplois suffi-

sants pour occuper cette jeunesse désœuvrée? A moins que les retombées concrètes de notre économie actuelle n'aient pris qu'un léger retard sur ce qu'on peut appeler les faux signes de réussite!

La construction des imaginaires endogènes et autonomes s'impose. Car, un devenir qui se construit sur «*la natte des autres*» est sans issue. C'est hélas le cas en Afrique aujourd'hui. Cette conscience de son propre avenir tend à s'évanouir peu à peu face à une économie extravertie, de plus en plus séduisante et cynique. Important tout de même: cessons de penser aujourd'hui en Afrique et partout dans le monde que le néolibéralisme est intouchable et définitivement puissant. En réalité, il combat lui aussi, et cela chaque jour, sa propre impuissance. Va-t-il y arriver? Quoi qu'il en soit, un au-delà de l'ultralibéralisme n'est pas simplement possible, il semble certain.

³ Afrique. Exclusion programmée ou renaissance, p 296.

⁴ Cf. Joseph Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique?* Editions de l'aube et Editions d'en bas, 2003.

Le néolibéralisme et l'emploi des personnes handicapées

Au moment où le Conseil des Etats vient de débattre de la première tranche de la 6^e révision de la Loi sur l'assurance invalidité, il est sans doute utile de réfléchir à la situation des personnes atteintes d'une déficience physique, sensorielle ou mentale qui ne parviennent que très difficilement à s'insérer sur le marché du travail. Le néolibéralisme ambiant en est-il responsable? En partie certainement car il est indéniablement à l'origine de la recherche de l'efficacité maximale et de la performance à tout prix. Celle ou celui qui ne peut soutenir un rythme effréné est systématiquement exclu du marché du travail. Par ailleurs, le recours à l'automatisation a supprimé nombre de travaux qui étaient autrefois confiés à des employés dont les performances étaient ralenties par une santé altérée. Aujourd'hui, ces personnes ne trouvent plus de travail et doivent soit œuvrer au sein d'ateliers protégés, soit vivre grâce à une rente de l'AI.

Or, la 6^e révision de l'AI prévoit de supprimer 12'500 rentes et de re-

mettre au travail les personnes qui auraient pu en bénéficier. Cependant, le Conseil fédéral ne dit pas comment les employeurs vont être incités à engager ces rentiers déboutés. Aucune clause de la Loi sur l'AI ne fait obligation aux employeurs d'engager un certain nombre de personnes handicapées. La Confédération escompte faire une économie substantielle mais il est évident que les sommes économisées par Berne seront à la charge des cantons et des communes qui devront, par le biais de l'aide sociale, offrir un minimum vital aux requérants qui n'obtiendront pas de rente et qui ne trouveront pas d'emploi.

«*Désormais la solidarité la plus nécessaire est celle de l'ensemble des habitants de la terre.*»

Albert Jacquard

L'avenir est donc sombre, non seulement d'ailleurs pour celles et ceux qui sont reconnus comme atteints

d'un handicap mais pour tous les travailleurs potentiels qui ne seront pas en mesure de supporter la charge d'un stress induit par l'obligation d'être compétitif.

Malheureusement, les milieux politiques, en particulier ceux de droite, ne semblent pas être conscients de la situation dramatique que vivent des personnes atteintes dans leur santé et qui doivent, de surcroît, affronter des difficultés financières qui pourraient leur être évitées. On ne songe qu'aux économies et nullement au bien-être de concitoyens déjà suffisamment éprouvés. Faute de moyens, les associations de personnes handicapées peinent à se faire entendre. La lutte doit toutefois se poursuivre; elle sera longue. Lorsque davantage de Suissesses et de Suisses seront touchés par l'insécurité provoquée par le néolibéralisme, les choses commenceront peut-être à changer car la réaction s'organisera. Souhaitons que ce temps ne soit pas trop éloigné!

Roger Cosandey

Les dérives du néolibéralisme? Il n'y en a pas!

Une fourmi de 18 mètres, ça n'existe pas, dit une chanson enfantine. Les dérives du néolibéralisme non plus! Sur ce point, il y a désaccord (amicale) avec la rédaction de *l'essor*, qui a fait de ce terme le titre de son dossier.

Le néolibéralisme ne dérive pas. Idéologie dominante du «capitalisme réellement existant»¹, il s'est imposé à partir des années 1980 notamment grâce à l'épuisement des recettes keynésiennes (utilisées dans le cadre du capitalisme) ou à l'implosion du «camp socialiste avec l'Union Soviétique à sa tête» (selon une formule consacrée): cette seconde dynamique expliquant une crise d'alternative systémique au capitalisme nécessiterait, pour plus ample développement, un autre numéro de *l'essor*...

De la crise actuelle – débutée aux USA par l'explosion de la bulle immobilière² –, un observateur superficiel pourrait déduire un retour à l'intervention de l'Etat dans l'économie, intervention critiquée par le libéralisme classique. Or les néolibéraux diffèrent du libéralisme classique sur ce point, qui n'est point anodin: «Ils assument sans complexe que l'Etat a à intervenir dans le domaine de l'économie (...) d'abord pour créer là où elle n'existe pas, et ensuite pour faire respecter là où elle existe la norme de la concurrence, puisque c'est précisément la norme du marché»³.

Mais la «reprise» n'est pas au rendez-vous. L'affirmation contraire relève de l'idéologie pure sous la plume des commentateurs autori-

sés sévissant dans les rubriques économiques des médias dominants. «Alors que la crise a rebondi sous la forme d'une crise de dette souveraine, qui s'étend de la Grèce vers les autres pays de l'Union européenne, les gouvernements du noyau dur de cette Union ont décidé d'imposer partout une politique d'austérité sans précédent. Il s'agit, ni plus ni moins, de démanteler ce qui reste des acquis des «Etats providence» que le capital européen a dû octroyer à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, craignant la puissance du mouvement ouvrier et cherchant à légitimer ses Etats en reconstruction. Le but annoncé, c'est une réduction de 20% du pouvoir d'achat des classes populaires, le démantèlement des droits de retraite, de la sécurité sociale et la dislocation-privatisation des services publics»⁴.

On aurait tort de penser, ici en Suisse, que ces politiques découlent de la seule «construction européenne». La droite suisse – y compris le parti qui s'est construit un capital politique sur le «refus de l'Europe» (SVP/UDC) – mène exactement les mêmes politiques antisociales. Bien que non-signataire du traité de Lisbonne, le gouvernement suisse défend âprement le principe de la «concurrence libre et non-fauscée».

Nous sommes aujourd'hui confrontés à ce que Jean-Jacques Rousseau, dans l'article «Economie politique» de l'Encyclopédie (1755), dénommait «économie politique tyrannique» – une très bonne définition du libéralisme économique. Rous-

seau et, à sa suite durant la révolution française, Robespierre lui opposaient une «économie politique populaire», limitant le droit de propriété dans le cadre d'une société non encore touchée (au contraire de la Grande-Bretagne) par la «révolution industrielle».

Relisons donc à la lumière de l'actualité ces propos de Robespierre à la Convention nationale, le 24 avril 1793, contre le projet de Constitution présenté par les Girondins (le côté droit de la Convention): «Vous avez multiplié les articles pour assurer la plus grande liberté à l'exercice de la propriété et vous n'avez pas dit un seul mot pour en déterminer le caractère légitime; de manière que votre déclaration paraît faite, non pour les hommes, mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et pour les tyrans»⁵. Une déclaration qui, en 200 ans, n'a pas pris une ride. Dans le «capitalisme réellement existant», il existe une contradiction insurmontable entre le droit à l'existence (des humains et même aujourd'hui de la planète) et le droit de propriété.

Hans-Peter Renk

¹ Le social-libéralisme à la Tony Blair (ex-premier ministre britannique), adopté par l'essentiel des partis – encore dénommés par antiphrase – sociaux-démocrates n'en est qu'une variante; il faut se munir d'une loupe pour distinguer la différence.

² James Galbraith, «Il faut desserrer l'emprise des banques sur le pouvoir politique», *Le Courrier*, 7.7.2010. Site internet: www.lecourrier.ch

³ Pierre Dardot, «Qu'est-ce que la rationalité néolibérale?», réunion mensuel du Club Socialisme maintenant, 13.3.2010. Site Internet: www.socialisme-maintenant.org

⁴ Jan Malewski, «Le capital passe à l'attaque», *Inprecor*, correspondance de presse internationale / publié sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, no 562/563. Site Internet: www.inprecor.fr

⁵ Maximilien Robespierre, Pour le bonheur et pour la liberté: discours. Paris, La Fabrique éd., 2000

«Les quatre cavaliers de l'apocalypse? Le profit, le cynisme, le mépris et le terroriste social. Ils ne sont pas envoyés par un Dieu vengeur mais par des traders, des banquiers, des technocrates sans scrupule. Leurs larges ailes assombrissent le ciel et l'avenir pour engendrer pauvreté, misère sociale et violence- Ils ignorent les frontières. Leur maître est le grand ordonnateur, leurs évangiles le CAC 40. Hors des murs de la Bourse, point de salut! Il serait temps à nouveau de chasser les marchands du temple...»

R. Crouzet, Montagna-Le-Reconduit
(lettre de lecteur publiée dans *Marianne*)

Du pillage à l'échange

Pour les besoins de cet article on assimilera le néolibéralisme à la chrématistique et son alternative à une économie bien comprise, qui serait, par définition, sociale et solidaire.

On verra alors que la chrématistique est au cœur du système économique actuel, mais que son efficacité pour garantir la sécurité alimentaire humaine est proche de zéro. Pourtant l'alternative existe.

La différenciation entre chrématistique et économie a été faite par Aristote. Le philosophe antique distinguait ainsi la partie de l'économie qui s'intéresse aux richesses et à leur production et celle qui traite de la production et de la distribution des biens au service de la maisonnée humaine. Comme le relève le sociologue Michel Freitag d'origine chaux-de-fontaine, cette distinction est pertinente, tant les crises environnementales, alimentaires et financières qui secouent la planète montrent les limites du système actuel.

Le succès est possible

Dans la coopération au développement, nous sommes depuis longtemps confrontés aux grands propriétaires fonciers. En Colombie par exemple les indigènes se battent contre eux pour récupérer la terre qui leur revient. Cette lutte est dure et passe souvent par des assassinats généralement impunis. Mais le succès est possible. Dans une vallée qui domine Popayán au sud-ouest du pays, la terre a été reprise par étape en 15 ans. Sur place, les indigènes m'ont expliqué qu'ils ont d'abord arborisé les rives de la rivière arrosant la ville. Puis ils ont transformé plusieurs zones en pâturages boisés tout en maintenant la propriété collective de la terre. Dans les montagnes colombiennes, on y plante des arbustes de la famille des légumineuses afin de fixer l'azote dans le sol et redonner vie à la terre. Il est ensuite possible de cultiver du maïs, des carottes et des courgettes.

C'est ainsi que les indigènes expérimentent une gestion durable des ressources productives au service de la communauté.

L'accaparement des terres

Avant la crise financière de 2008, les pages financières des journaux encourageaient les investisseurs à miser sur les matières premières, notamment agricoles. Des doutes sur le volume des récoltes, l'augmentation de la part de céréales dédiées au fourrage et aux agrocarburants et l'anticipation de la hausse des prix ont joué à plein. Les prix des céréales ont effectivement fortement augmenté et le nombre de personnes souffrant de la faim a dépassé le milliard de personnes en 2009. Un record!

Face à cette crise financière et alimentaire, des pays comme l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud ou le Japon et des entreprises de tout continent se sont mis à acheter ou à louer d'énormes surfaces de terre au Soudan, en Ethiopie ou à Madagascar pour y produire de manière industrielle des céréales destinées exclusivement à l'exportation. Or, les pays qui bradent ainsi leur terre sont parmi les plus pauvres de la planète. Entre 20 et 40% de leur population est sous-alimentée. Leur gouvernement espère un transfert de technologie et une revalorisation de surfaces agricoles. Mais ils oublient que des personnes vivent de ces terres. A Madagascar, la tentative d'une entreprise sud-coréenne de louer la moitié des terres arables de l'île a contribué à la chute du président Ravolamanana en mars 2009. Au Sierra Leona, les 120'000 hectares loués par l'entreprise genevoise Addax Bionergie pour produire des agrocarburants suscitent de fortes oppositions: 17'000 personnes devraient être déplacées contre 4000 postes de travail, en majorité saisonniers. Le nombre de familles qui perdront leur culture de riz, manioc et légumes sera considérable. La chrématistique s'est imposée.

L'alternative existe

Un des partenaires philippins d'Action de Carême a bien compris que l'avenir de l'agriculture appartient à la petite paysannerie bio et non à l'agro-industrie. Ce réseau appelé Masipag permet aux paysans de contrôler eux-mêmes l'ensemble du cycle de production et de distribution des céréales produites. Refus du maïs transgénique de Monsanto, développement autonome de nouvelles semences de riz, culture biologique et bien sûr contrôle de la terre et des canaux de distribution. Le résultat est là, mesurable. En 20 ans de travail, les 35'000 familles affiliées produisent plus, ont de meilleurs revenus et vivent mieux que les familles continuant de cultiver avec les méthodes usuelles. C'est la supériorité de l'économie sur la chrématistique.

Le système économique mondial dominant est de l'ordre de la chrématistique. Mais j'observe, par mon travail à Action de Carême, que de nombreuses communautés, organisations, réseaux se lèvent pour bâtir une mondialisation qui permette une gestion raisonnée des ressources servant au développement de l'humanité. D'autres font ce même constat ailleurs. Autrement dit, il est possible de passer du pillage à l'échange solidaire. Reste à faire de ces expériences locales une alternative politique crédible.

Jean-Claude Huot

Pour en savoir plus:

- Michel Freitag, L'impasse de la globalisation, entretien avec Patrick Ernst, Ecosociété, Montréal 2008
- Repères 1/2010, L'accaparement des terres, Pain pour le Prochain et Action de Carême, commande au 021 617 88 81 ou adc@fastenopfer.ch
- Symposium: droits humains et entreprises, questionnaire sur la responsabilité sociale des entreprises à partir d'un exemple d'accaparement de terres, 18 octobre 2010, Centre international des conférences de Genève (www.droitalimentation.ch/symposium).

Réponse à la devinette de la page 2

Ils ont tous passé leur jeunesse et leur adolescence au Locle... comme d'ailleurs le rédacteur responsable de *l'essor*.

Plan d'austérité pour la Grèce

Quand les remèdes sont pires que le mal

La Grèce est sous perfusion financière. Elle doit, comme nombre de pays d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique, accepter les mesures drastiques du FMI qui se sont révélées être à chaque fois des échecs sociaux et le déclencheur de drames humains. Le plan d'austérité touche en première ligne, comme c'est à chaque fois le cas, les personnes les plus démunies.

Le plan d'austérité applique les vieilles recettes libérales sans état d'âme et néglige les aspects sociaux. La démarche consiste à augmenter les recettes et à restreindre les dé-

Le billet de Rémy Cosandey

Un civisme défaillant

Ce qu'on a nommé «l'affaire Bettencourt-Woerth» est le mauvais feuillet de l'été. Les personnes accusées d'avoir touché de l'argent pour leur campagne électorale bénéficient de la présomption d'innocence et il ne nous appartient pas de porter pour l'instant un jugement sur leurs actes, qu'ils soient avérés ou non.

En revanche, nous sommes scandalisés par l'attitude de Mme Bettencourt qui a admis avoir des comptes cachés en Suisse. On sait que cette femme a une fortune de 18 milliards d'euros. A un taux d'intérêt modeste de 4%, elle dispose donc 720 millions d'euros par année, soit 60 millions par mois (un peu plus de 80 millions de francs suisses). Et ceci sans toucher à son capital!

Il est impossible de dépenser une telle somme, même en faisant des dépenses extravagantes. Dès lors, on pourrait penser que cette femme (comme les autres grosses fortunes) aurait à cœur de payer normalement ses impôts. Malheureusement, ce n'est pas le cas. L'argent, plus en a, plus il corrompt. Et il efface complètement les notions de solidarité et de civisme.

penses, ceci sans se préoccuper du bien-être des populations. Les principales mesures imposées touchent les salaires, les impôts indirects, les retraites, le marché du travail, les investissements publics, soit pour la Grèce:

- la suppression de deux mois de salaire par an pour les fonctionnaires et de deux mois de pensions pour tous les retraités, la baisse du salaire minimum;
- la hausse de la TVA de deux points sur tous les produits et des taxes sur l'alcool, le tabac, le carburant;
- le passage de 60 à 65 ans de l'âge du départ à la retraite pour les femmes;
- le passage de 37 à 40 annuités de cotisations, instauration d'un âge minimum de départ à la retraite à 60 ans;
- la réforme du marché du travail en facilitant, entre autres, les licenciements;
- une baisse des investissements publics et des privatisations dans les secteurs des transports et de l'énergie.

C'est à partir de 1982 que de nombreux pays du tiers monde, endettés, se sont vus imposer des politiques d'ajustement structurel. A cette époque, comme aujourd'hui, la grande difficulté consistait à faire accepter aux pays pauvres de payer le coût de la crise. Depuis lors les experts de l'OCDE (Organisation pour le développement et la coopération économique) ont préparé un guide dans lequel il est décrit les subterfuges à utiliser pour mieux faire passer ces mesures drastiques. On peut ainsi y découvrir parmi l'argumentaire: «si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement.» Machiavel n'aurait pas fait mieux!

Comme pour les pays pauvres, à partir de 1982, l'argent mis à disposition de la Grèce par le FMI et les banques centrales permet avant tout de «sauver» les banques privées en les remboursant. On transfère ainsi les créances pourries des bailleurs de fonds privés vers des institutions officielles qui imposent alors les mesures d'ajustement.

«Le matérialisme libéral affiche son attachement aux droits de l'homme, mais les droits l'intéressent plus que l'homme.»

André Frossard

On a constaté dans les pays du Sud, suite aux remèdes du FMI, un accroissement de la pauvreté en général ainsi qu'une paupérisation progressive des classes moyennes.

Le FMI s'est imposé ces dernières années comme gendarme du monde, mais il a totalement échoué dans l'évitement de toute crise financière. Les seuls pays qui ont échappé à la crise financière dans le Sud-est asiatique en 1997 sont ceux qui ont refusé les remèdes préconisés par le FMI.

Les libéraux de toute tendance devraient s'inspirer de la pensée d'un autre libéral, John Maynard Keynes, éclairé celui-là, qui disait déjà en 1936: «la difficulté ne consiste pas à comprendre les idées nouvelles, mais à échapper aux idées anciennes qui, à cause de la formation que la plupart d'entre nous avons reçue, se sont immiscées dans tous les recoins de notre esprit».

Les économistes et les experts, en maintenant leur logique mécaniste qui ne tient aucun compte des facteurs humains et sociaux, ont favorisé la dépendance toujours plus forte du tiers monde face aux pays riches.

Et aujourd'hui, la Grèce semble inaugurer la «tiers-mondisation» d'une partie de l'Europe car d'autres pays sont menacés par de telles mesures avec en première ligne l'Espagne et le Portugal.

Philippe Lagger

Le nettoyage ethnique de la Palestine

Ilan Pappé, Fayard, 2008 (traduit de l'anglais: «The Ethnic Cleansing of Palestine», Oneworld 2006)



Ilan Pappé est un historien israélien. Suite à un gros travail d'investigation et de recherche, il montre que l'historiographie israélienne officielle a complètement caché la réalité de ce qui s'est passé à fin 1947 et en 1948 en Palestine. Cet épisode effrayant que les Palestiniens désignent du nom de Nakba a été orchestré par le mouvement sioniste sous la direction de David Ben Gourion qui déclarait en 1938: «Je suis pour le transfert forcé. Je ne vois rien là d'immoral.»

En fait de transfert, il s'agissait dans son esprit de chasser les Palestiniens de Palestine pour y établir un Etat juif. Comme le montre Ilan Pappé, il

en est résulté ce qu'il faut bien appeler un nettoyage ethnique avec tout ce que cela comporte de spoliations, de misères et de massacres. Il s'agit d'un crime contre l'humanité, perpétré par le mouvement sioniste sous la direction de Ben Gourion (né David Gruen en 1886 en Pologne). Ce crime a été commis sans que le sionisme ne soit inquiété par d'autres Etats, abrité probablement par les souffrances qu'ont subies les juifs aux mains des nazis. Mais comme le souligne Pappé, le problème d'Israël n'est pas sa judéité mais son ethnicisme sioniste qui l'empêche d'établir une relation humainement correcte avec les Palestiniens. Ceux-ci vont donc conti-

nuer à se battre pour que justice leur soit rendue et que les réfugiés palestiniens puissent rentrer chez eux.

Le traitement des Palestiniens par Israël est d'autant moins justifiable que, comme l'a montré Arthur Köstler (La Treizième Tribu, Calmann-Lévy, 1976), la majorité des juifs du monde entier sont des Ashkénazes d'origine khazare et non pas sémitique et n'ont rien à voir avec la Palestine. L'ouvrage d'Ilan Pappé devrait être une lecture obligatoire pour tous les chefs d'Etat qui aujourd'hui soutiennent la mainmise sioniste sur la Palestine.

Pierre Lehmann

Partir de zéro

François Iselin, Editions d'En Bas, 2010

Voulez-vous suivre pas à pas le dur chemin d'un rescapé de la catastrophe de 2012? Nous sommes en 2020, mais les dates n'ont plus d'importance alors que toutes les communications sont coupées, donc aucune nouvelle du vaste monde... parfois quelques flocons de neige rose qui tombe d'on ne sait où.

alentour, il n'y a que ruines, épaves jonchant les routes encore existantes, quelques maisons barricadées où se terrent ceux qui ont échappé au désastre, quelques jardins pour survivre. Zéro, le person-

nage principal, a trouvé refuge dans un EMS surpeuplé où s'éteignent, semaine après semaine, nombre de rescapés souffrant de maladies encore inconnues jusqu'alors. Comment s'accommoder des reliquats d'avant? D'abord renoncer à son ancienne identité.

Zéro, Nul, Rien, Néant, Merle Chanteur et le mystérieux Muet, tels sont les noms choisis par ceux qui participeront à l'aventure. Vous la suivrez grâce au journal que Zéro destine à sa sœur très aimée, Zoé, qui s'en est allée «Là-Haut». Le petit

groupe pourra-t-il la rejoindre car tous conviennent qu'il est inutile de continuer à chercher des solutions pour survivre dans cette région dévastée.

Après des jours d'errance et de doute, ils découvriront, «Là-Haut», une société essentiellement féminine vouée à soigner et à sauver les enfants de partout qui ont survécu au désastre, société qui tente d'inventer... enfin... un monde plus fraternel, un monde fait de sobriété heureuse, de tendresse, où le partage devient loi de vie.

Quelques bribes d'un voyage chaotique, semé de vastes réflexions sur notre passé-présent et ses mille incohérences qui ont pesé de tout leur poids dans la bascule du temps. Fiction ou vision, à vous de décider.

Susanne Gerber

Petites chroniques du dimanche soir

Michel Serres – Septembre 2004 - janvier 2006 – Entretiens avec Michel Polacco, Le Pommier, Info. 2006

Voilà 66 chroniques d'une durée de 5 à 10 minutes que l'on peut lire, le matin, pour donner aux thèmes développés le temps de mijoter en nous pendant le reste de la journée. Le lecteur y trouvera: profondeur, pittoresque, humanisme, humour, émerveillement. En bref, «ce qui se cache sous l'information», dit la 4^e page de couverture. Une seconde lecture, plus ou moins proche de la première, nous permet de tester notre mémoire!

Henri Jaccottet

Dans le prochain numéro de *l'essor*, nous parlerons de deux livres que nous n'avons pas pu présenter dans cette rubrique faute de place:

- Leurs crises, nos solutions – De Susan George – Albin Michel
- Du sang à l'aube – De Mousse Boulanger – L'Age d'Homme



Les joyeuses perspectives du néolibéralisme

C'est durant les années Reagan-Thatcher que fut entonné l'air du néolibéralisme: moins d'Etat plus de libertés, laissons les marchés s'autoréguler, que le meilleur gagne en somme. Cette croyance en la sagesse des marchés a abouti au désastre actuel. Que voit-on concrètement? L'enrichissement d'une minorité, Chine comprise, l'appauvrissement de la majorité et l'endettement abyssal des Etats, véritable hypothèque pour les générations futures.

La situation peut virer au burlesque, comme on l'a vu avec l'UBS, où l'Etat vole au secours d'un système bancaire qui a aidé ses clients américains à frauder le fisc de leur pays. Tout fonctionne comme si l'Etat n'avait qu'un seul droit: celui de racheter des crédits pourris d'une banque qui aide ses clients à appauvrir un

autre Etat. Les paradis fiscaux, contre lesquels la gauche de ce pays a protesté depuis leur existence, vont dans le même sens. Tant que le *cheval à phynances* ne s'était point trop emballé, ce procédé énervait moins qu'en période de crise. Et que voit-on aujourd'hui? Des Etats aux abois pour trouver de l'argent.

Selon Jacques Attali, la dette a atteint le point de non-retour, on ne raisonne plus en millions mais en milliards. Si rien n'est entrepris pour rembourser les dettes, c'est un tsunami d'une importance globale qui attend les peuples. Ceux qui courent le plus de risques sont les prêteurs, en l'occurrence les Etats, tous les Etats, qu'ils appartiennent à un système économique ou à un autre. On a eu un exemple d'application pratique de la globalisation avec la Banque Leh-

mann et les Fonds Madoff puisque la Caisse de pension de l'Etat de Vaud y a laissé quelques millions!

Des économies drastiques doivent être faites, immédiatement, au détriment de la santé, du social, de l'éducation, autant de secteurs déficitaires par excellence. Les Etats ne peuvent plus s'endetter davantage sinon ils devront pousser à fond la planche à billets. Et ensuite, qu'y a-t-il au bout du chemin? Pour Jacques Attali ce serait un gouvernement mondial, pour d'autre la guerre. Tout laisse à penser que l'homo sapiens recourra plus facilement à la guerre qu'à une sorte de gouvernance mondiale.

Janine Massard

Bonnes nouvelles

Une Africaine à l'honneur

Thuli Makama, directrice des Amis de la Terre du Swaziland (Afrique australe), est récompensée cette année par le Prix Goldman, le prix Nobel de l'environnement en quelque sorte. Elle s'est distinguée par son engagement pour la reconnaissance des ONG et pour une meilleure gouvernance de son pays. Elle a lutté pour les droits des populations les plus démunies, contre le développement de réserves de chasse privées et de parcs, lorsque ceux-ci excluent les hommes et les femmes qui y vivent et y maintiennent la biodiversité essentielle à leur existence.

Pro Natura magazine, juillet 2010

Éviter l'huile de palme

Grâce au magazine *Bon à savoir*, on apprend que l'huile de palme, qu'on trouve maintenant partout, contient de la mauvaise graisse. Il nous est conseillé de consommer de l'huile de colza, de noix, de lin ou de sésame (riches en oméga 3 et ayant un effet préventif sur les maladies cardiovasculaires), ou encore de favoriser l'olive, l'avocat, la noisette, l'amande ou la pistache. Mais il faut à tout prix éviter les graisses animales et l'huile de palme, qui figure en queue du classement des mauvaises graisses.

Recyclage des déchets

La Suisse est un bon élève en matière de recyclage des déchets. Par exemple, le taux est de 91% pour les canettes et de 80% pour les barquettes d'aliments pour animaux. Mais elle pourrait faire encore mieux. La Fédération romande des consommateurs estime que les déchets recyclables devraient pouvoir être collectés sur les lieux de vente. La balle est dans le camp de Migros et Coop.

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

L'après-pétrole, un monde nouveau

La fin du pétrole a trois facettes principales:

- Elle est inéluctable. Au rythme de consommation actuel, elle va se produire dans quelques décennies, même si de nouveaux champs sont découverts. C'est peu par rapport aux temps historiques.
- La civilisation économico-industrielle mondialisée ne peut pas se passer de croissance et encore moins de pétrole.
- Il n'y a pas de substitut crédible au pétrole. Les énergies renouvelables ne pourront

remplacer qu'une petite partie du pétrole consommé aujourd'hui.

La fin du pétrole signifie en fait l'entrée dans un monde nouveau. Le plus curieux est que cela ne semble intéresser ni les responsables politiques, ni les décideurs de l'économie et de la finance. Pourtant l'après-pétrole sera fort différent suivant que l'on aura préparé la transition ou simplement attendu l'effondrement de la civilisation économico-industrielle.

Nous vous invitons à donner votre point de vue sur cette échéance et votre vision du monde qui suivra.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 septembre 2010
prochain forum : L'après-pétrole, un monde nouveau